

CITIZEN NEWS

COHABITATION

Quatre chantiers indissociables

Asti

Les dix mois à venir s'annoncent décisifs pour la cohabitation entre autochtones et étrangers. Naturalisation, immigration légale, intégration et droit de vote doivent être traités de façon cohérente.

Tout d'abord, les préparatifs en cours vont aboutir à de nouvelles législations en matière de naturalisation et d'immigration. Après de longues hésitations, il semble même probable que l'on assistera à ce que le législateur soit appelé à agir en matière d'intégration. Reste un quatrième volet indispensable pour le carré parfait, à savoir l'accès aux droits politiques.

Le projet de loi sur la naturalisation attend d'une part l'avis du Conseil d'Etat. Si le gouvernement veut innover en introduisant un droit à la nationalité et en admettant la nationalité multiple, nombreux sont ceux - y compris au sein des partis politiques de la coalition gouvernementale - qui considèrent que l'approche proposée est trop timide et ne tient guère compte des enjeux actuels. Il faut relever ici l'avis très substantiel et bourré de critiques (feutrées) émis par la Chambre de Commerce tout comme la récente prise de position des syndicats et d'ONG (exigences linguistiques).

En matière d'immigration des ressortissants de pays tiers et de séjour des citoyens de l'Union nous n'en sommes qu'au stade d'un avant-projet de loi, qui devrait se concrétiser par le dépôt d'un projet de loi dès le début d'automne. Le texte actuel renferme des ouvertures fort intéressantes et la phase de consultation entamée devrait aboutir à le rendre plus consistant encore.

Alors que le Premier Ministre soulignait la nécessité d'aborder ensemble immigration et intégration, approche appuyée par le Conseil économique et social, rien ne semblait se passer dans ce volet. Il faut souligner et saluer une première consultation en matière d'intégration à la mi-septembre. La publication de l'index européen des politiques d'intégration et sa présentation le 5 novembre à Luxembourg peut contribuer à cette réflexion. Tout comme le Fonds Européen de l'Intégration permettra de mettre en oeuvre des projets pilotes en matière d'intégration. Il faut regretter cependant que les moyens de ce Fonds doivent être mis à contribution exclusivement pour des ressortissants de pays tiers, alors que la plus grande partie des nouveaux arrivants sont des citoyens de l'Union européenne.



Coupe du monde de football 2006: supporters de l'équipe du Portugal dans l'avenue de la Liberté. Certain-e-s dénoncent une crise de l'intégration culturelle et voudraient interdire les défilés avec drapeaux étrangers.

Alors que le grand-duché avance à pas de géants vers une société régie par des élus légitimés par une part décroissante des habitants (la capitale connaissant 60 % de non-électeurs), la question de l'adhésion à la démocratie ne peut être esquivée: le suffrage universel doit être reconquis. Une proposition de loi est sur la table, la participation du plus grand nombre de personnes aux décisions (dixit Juncker le 6 mai 2002) ne pouvant se faire par la seule modification des modalités de naturalisation. Raccourcir les délais d'inscription sur les

listes électorales, réduire les périodes de séjour, lever les dérogations comme l'accès au collège échevinal, voilà autant de leviers à manier avec prudence certes, mais avec détermination. Une certaine urgence est même requise parce que la date limite pour s'inscrire pour les élections européennes de 2009 se situe au 29 février 2008.

Si le gouvernement est prêt à innover en matière de droit de la nationalité, nombreux sont ceux qui considèrent que l'approche proposée est trop timide.

Quatre chantiers qui en fait n'en font qu'un, celui de la construction d'une société nouvelle, composée de nationalités différentes et appelée à se gérer sans discrimination. Pourquoi ne pas s'imaginer que les quatre volets soient abordés ensemble au parlement comme un bouquet de printemps et encadrés par une campagne de communication qui explique aux habitants de ce pays que nous avons besoin les uns des autres, aujourd'hui déjà, mais demain plus encore. Pour l'Asti l'implication des partis politiques dans ce débat de société est indispensable.

20^e Oekofoire



CONSOMMER différemment

14 - 16 / 09 2007 • Luxexpo - Kirchberg - Luxembourg
Ven 14 / 09 | 14.00 - 21.00 • Sam 15 / 09 | 10.00 - 19.00 • Dim 16 / 09 | 10.00 - 19.00



Organisation : Mouvement Ecologique - ÖkoZenter Lëtzebuerg - Tél. 43 90 30-1 - www.oeko.lu

